L'or controversé de Transylvanie

The debated gold in Transylvania

Das umstrittene Gold in Siebenbürgen.

Michel Deshaies

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rge/1839>

DOI : 10.4000/rge.1839

ISSN : 2108-6478

Éditeur

Association des géographes de l'Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2009

ISSN : 0035-3213

Référence électronique

Michel Deshaies, « L'or controversé de Transylvanie », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 49 / 1 | 2009, mis en ligne le 16 juillet 2010, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rge/1839> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rge.1839>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

L'or controversé de Transylvanie

The debated gold in Transylvania

Das umstrittene Gold in Siebenbürgen.

Michel Deshaies

- 1 Connu dès l'Antiquité, l'or de Transylvanie a fait l'objet d'une exploitation séculaire dans la région de Roșia Montană qui a été l'un des centres majeurs d'extraction. L'épuisement des gisements accessibles a conduit à un long déclin, accéléré par la fin du régime communiste ; si bien que l'exploitation a cessé en 2006. Entre temps, un nouveau projet d'exploitation de l'or a été proposé par une société canadienne. Mais l'ampleur de ce projet et ses conséquences prévisibles sur l'environnement et les paysages de la région ont soulevé l'opposition d'une partie des habitants soutenus par des organisations non gouvernementales. La région de Roșia Montană, située au cœur du Quadrilatère aurifère, à 60 km au sud-ouest de Cluj-Napoca, s'est ainsi retrouvée au cœur d'un conflit opposant ceux qui voient dans le projet de la société minière l'opportunité d'un nouveau développement économique de la région à ceux qui, au nom du développement durable, veulent que les richesses paysagères et patrimoniales soient préservées d'une exploitation dévastatrice. Le conflit autour du projet d'exploitation de l'or des Monts Apușeni est ainsi assez emblématique des nombreux conflits qui, de par le monde, opposent des sociétés minières à des populations locales résolues à empêcher le développement de projets considérés comme nuisibles à l'environnement et au développement futur.

1 – le projet de renouveau de l'exploitation aurifère en Transylvanie

- 2 Le Quadrilatère aurifère des Monts Métallifères compte parmi les plus anciennes régions minières d'Europe puisque l'or y était déjà exploité à l'époque romaine, il y a près de 2000 ans. La province de Dacie fournissait alors une bonne partie de l'or de l'Empire romain. Des tablettes de cire découvertes au début du XIX^e s. dans les galeries romaines de Catalina Monulesti et tenant lieu d'archives de l'administration minière

attestent de cette importance et ont rendu la région célèbre dans l'historiographie puisque l'historien Mommsen qui vint à Roșia Montană de 1851 à 1853 les a publiées. L'exploitation des mines d'or a donc joué un rôle décisif dans le peuplement de cette région de moyenne montagne, avec des sommets dépassant 1300 m d'altitude, au climat rude et aux potentialités agricoles limitées, puisqu'elle est à l'origine des plus anciens établissements permanents, dont la ville d'Alburnus Maior, fondée en 131 av. J. C. et devenue ultérieurement la commune de Roșia Montană. Après la fin de l'empire romain et la conquête de la région par les Hongrois, l'extraction de l'or s'est poursuivie au Moyen-âge et à l'époque moderne où elle a attiré des immigrants venus du reste de la Hongrie et d'Allemagne. L'exploitation minière a été stimulée à plusieurs reprises, notamment au XIV^e s. et dans la deuxième moitié du XVIII^e s. avec l'essor de l'empire d'Autriche sous le règne de Marie-Thérèse. L'incorporation de la Transylvanie à la Roumanie après la Première guerre mondiale ouvre une brève période de prospérité dans la région minière avec une modernisation industrielle de l'exploitation aurifère qui reste toutefois rudimentaire à Roșia Montană. Les années suivant la Seconde guerre mondiale marquent au contraire un déclin du fait de l'épuisement des filons aurifères les plus accessibles et de la nationalisation qui entraîne l'interdiction de l'exploitation privée, conduisant beaucoup d'habitants à quitter la région pour s'employer dans d'autres régions minières comme celle de Valea Jiului. Sous le régime communiste, la société d'Etat Regia Devia commence à mettre en exploitation des minerais à faible teneur par la méthode de la cyanuration en construisant un bassin de décantation et une usine de concentration à Gura Rosiei et une fonderie située à Baia de Aries, à environ 15 km de la mine (figure 1). A côté de la poursuite de l'extraction souterraine, une exploitation à ciel ouvert se développe à partir de 1975, mais celle-ci reste à une échelle limitée et la seule en activité après 1985 (photo 1). En fait, à partir de 1986, l'exploitation minière qui a le plus grand impact dans le voisinage immédiat, à l'est de Roșia Montană, est celle du cuivre dans la grande découverte de Rosia Poieni (photo 2). L'exploitation d'un des plus importants gisements de cuivre d'Europe, constitué par environ un milliard de tonnes de minerai à 0,36% de cuivre, est à l'origine du creusement d'une exploitation qui atteint plus de 300 m de profondeur. L'extraction et le traitement de dizaines de millions de tonnes de stériles et de minerais à faible teneur a nécessité la construction de deux grands bassins de décantation, dont l'un est déjà comblé (figure 1). La construction du plus grand bassin de décantation a même conduit à l'enfouissement partiel de l'église orthodoxe de Geamăna, illustrant la dévastation du paysage culturel (photo 3).

Figure 1 : exploitations minières et occupation actuelle des sols dans la région de Roșia Montană

Photo 1 : l'exploitation en découverte de l'or à Roșia Montană (<http://static.panoramio.com/photos/original/3009825.jpg>)

Photo 2 : l'exploitation en découverte du cuivre de Rosia Poieni (source : <http://static.panoramio.com/photos/original/3099131.jpg>)

Photo 3 : église orthodoxe de Geamăna ensevelie dans le bassin de décantation de Rosia Poieni : une illustration de la dévastation du paysage culturel par l'ancienne exploitation minière (<http://static.panoramio.com/photos/original/26288697.jpg>)

- 3 Avec la chute du régime communiste en 1989, la situation économique de l'exploitation de l'or se détériore et elle décline fortement. La société minière d'Etat Minvest qui a succédé à Regia Devia, a réduit considérablement le nombre d'employés qui est passé de 1500 en 1990 à moins de 800 en 2002. L'absence de rentabilité d'une exploitation aux techniques dépassées et peu soucieuse de l'environnement ainsi que les pressions de l'Union européenne dans le processus d'adhésion de la Roumanie conduisent finalement à la fermeture complète à l'été 2006 qui clôt ainsi le long chapitre de l'exploitation millénaire de l'or dans les Monts Apuseni.

Figure 2 : la transformation de la région de Roșia Montană prévue par le projet de RGMC

- 4 Entre temps toutefois, Gabriel Resources Limited, une société canadienne junior, a acquis en 1998 les droits d'exploitation de l'ancien gisement d'or. Le projet de Gabriel Resources Limited qui a créé la RMGC, une société en joint-venture avec la société d'Etat Minvest (partage à 80% pour Gabriel, 19,3% pour Minvest et 0,7% pour les investisseurs minoritaires) consiste à moderniser et surtout à étendre considérablement les opérations d'extraction à une échelle véritablement nord-américaine. Il s'agit d'exploiter les gisements à faible teneur (1,4 g/t) localisés autour du village de Roșia Montană en creusant quatre excavations de 150 à 300 m de profondeur (figure 2). Les études géologiques ont montré qu'il y avait une réserve de 215 millions de tonnes de minerai recélant environ 314 tonnes d'or et 1480 tonnes d'argent. Le problème est que si l'exploitation se réalise, le village de Roșia Montană disparaîtra en grande partie sous les énormes terrils de déblais provenant des quatre excavations, puisque le volume total des stériles sera supérieur à 250 millions de tonnes. Le point le plus problématique est que le traitement d'un minerai à faible teneur nécessite l'utilisation de solutions cyanurées et la construction d'un gigantesque bassin de décantation qui occupera toute la vallée où se trouve le village de Corna. La vallée sera en effet obstruée par un barrage de déblais qui atteindra 185 m de hauteur, en arrière duquel s'accumuleront les solutions employées pour le traitement du minerai (figure 2). L'ensemble de l'exploitation, qui devrait durer 16 ans et couvrir 4 284 ha, aboutira à une transformation complète de deux vallées et nécessitera la destruction de 740 logements, de plusieurs églises et le déplacement de près de 2000 personnes, bien que la RGMC ait prévu une réhabilitation de l'ensemble des exploitations et des infrastructures minières après la cessation des opérations d'extraction.

- 5 L'ampleur de ce projet qui devait démarrer en 2007 et prendre ainsi le relais de l'exploitation fermée, a entraîné la constitution d'une opposition vigoureuse de la part d'une petite partie des habitants. En effet, si les autorités municipales et la grande majorité des habitants (environ 550 familles sur 650) devant être déplacés sont favorables au projet et ont finalement accepté les indemnités financières versées par la RMGC qui a acquis leur maison, les autres (environ une centaine) refusent de céder et de nombreux habitants de la région se sont inquiétés des conséquences de cette nouvelle exploitation minière. Pour la première fois en Roumanie, une véritable résistance s'est organisée contre un projet minier avec création d'une association locale (Alburnus Maior) dotée de son site internet (<http://www.rosiamontana.org>). Cette résistance locale a reçu l'appui d'une partie des élites intellectuelles, notamment des archéologues et des historiens de l'Académie des sciences roumaine (Haiduc 2003) qui, en 2003, ont exprimé leurs craintes concernant les conséquences environnementales du projet ainsi que la destruction du patrimoine historique et archéologique que représentent les maisons anciennes, les églises médiévales et les galeries de mine de l'époque romaine qui existent encore dans la région, notamment à l'emplacement de la future mine à ciel ouvert de Carnic (photo 4). De plus, des organisations non gouvernementales comme Greenpeace, Icomos ou le Mineral Policy Center (<http://www.mineralpolicy.org>) ont offert leur soutien et ont beaucoup contribué à mobiliser l'opinion nationale et internationale contre ce projet d'exploitation minière présenté comme particulièrement néfaste pour l'environnement. Les opposants au projet n'ont pas hésité non plus à présenter la société RMGC comme une société douteuse, dirigée par des personnes sans scrupules, achetant l'acceptation des habitants en proposant de racheter les maisons à des prix très supérieurs à leur valeur (voir l'article assez virulent du Courrier International du 23 janvier 2003). Dans la lutte contre RMGC, la franco-suisse Danielle Roth, ancienne éditrice du magazine britannique « *The Ecologist* », a joué un rôle décisif et a d'ailleurs obtenu en 2005 le Prix Goldman pour l'environnement en raison de son combat contre le projet minier. C'est notamment sous son impulsion que le cas de Roșia Montană s'est internationalisé. Les ONG écologistes ont ainsi réussi à obtenir le soutien d'un certain nombre de personnalités médiatiques comme le prince Charles, le milliardaire Georges Soros, ou l'actrice Vanessa Redgrave.

Figure 3 : logo de l'association Alburnus maior, visant à sauver Roșia Montană

Photo 4 : ancienne galerie de mine présumée d'époque romaine (<http://static.panoramio.com/photos/original/273498.jpg>)

- 6 L'opposition au projet a pris une dimension internationale avec l'intervention du parlement européen en décembre 2004 et surtout du gouvernement hongrois, très

inquiet de l'emploi de grandes quantités de solutions cyanurées qui risque de générer des pollutions désastreuses, comme celle causée en janvier 2000 par la mine de Baia Mare à l'origine de la destruction de l'écosystème du Somes, un affluent de la Tisza. Lors d'une visite officielle en octobre 2005, le représentant du gouvernement hongrois a ainsi déclaré qu'une de ses principales priorités était que l'investissement prévu dans la mine d'or de Roşia Montană ne soit jamais réalisé, car il pourrait engendrer des conséquences néfastes pour l'ensemble du bassin de la Tisza. Cette mobilisation nationale et internationale a fait pression sur le gouvernement roumain, initialement favorable au projet, dans lequel il voyait une opportunité de développement économique pour une des régions les plus pauvres du pays. Le ministre de l'environnement hongrois a ainsi demandé à son homologue roumain de ne pas donner son agrément au rapport environnemental déposé par la RMGC. Des recours judiciaires ont été déposés par les organisations non gouvernementales hostiles au projet afin de faire annuler le décret levant le statut de protection des vestiges de l'exploitation de l'époque romaine donnée en janvier 2004 par le ministère de la culture. L'idée est ainsi d'utiliser les héritages de l'ancienne exploitation minière pour faire échouer le nouveau projet minier. Les menaces pesant sur le patrimoine historique et culturel ont d'ailleurs donné lieu, en juillet 2004, à une visite sur le terrain d'une délégation de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe chargée d'évaluer l'intérêt culturel du site et d'étudier les plans d'action possibles. Cette délégation conduite par Monsieur Eddie O'Hara, rapporteur sur le patrimoine culturel, a rencontré les représentants de toutes les parties prenantes et a effectué des visites à la fois des sites archéologiques de surface et des anciennes galeries de Cărnăc. Le rapport de la délégation, rendu public en décembre 2004 (<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/WorkingDocs/Doc04/FDOC10384.htm>) s'est révélé plutôt favorable au projet de RMGC puisque dans ses conclusions il souligne que *« le projet de la RMGC semble fournir une base économique pour un développement durable de l'ensemble de la zone, marqué par des effets positifs sur le plan environnemental, social et culturel. Sous l'angle du patrimoine culturel, il peut être considéré comme un projet exemplaire de développement responsable »*. De plus, le rapport considère que les préoccupations des détracteurs du projet *« ne semblent pas entièrement justifiées »*, que les galeries qui seront détruites par la nouvelle exploitation minière *« paraissent vides de tout vestige archéologique intéressant »* et il exprime le plus grand scepticisme sur la possibilité d'une mise en valeur touristique des sites en question qui ne pourront de toute façon être accessibles. Enfin, la délégation a jugé que l'hostilité au projet de la RMGC était excessive et que *« l'abandon du projet supprimerait, pour un certain temps, toute possibilité de développement local »*.

- 7 Pourtant, malgré cette prise de position largement favorable au projet minier, il semble bien que les organisations non gouvernementales opposées à l'exploitation aurifère soient en passe de réussir à le faire échouer. En effet, la fin de l'année 2008 a été marquée par deux décisions qui compromettent la possibilité pour la RMGC de mener à bien son projet. En septembre 2008, le ministère roumain de l'environnement a annoncé que la procédure d'autorisation d'exploitation de Roşia Montană était suspendue pour une durée indéterminée, car le permis de zoning urbain (notamment le plan de relogement des habitants) déposé par la RMGC était invalidé. Deux mois plus tard, le 9 décembre 2008, la cour suprême de Roumanie a confirmé l'arrêt de la cour d'appel de Brasov qui annulait le décret levant le statut de protection des vestiges archéologiques miniers de l'époque romaine ; ce qui condamne au moins l'ouverture d'une des quatre mines à ciel ouvert prévues. Les associations de protection du

patrimoine culturel comme Alburnus maior, ont d'ailleurs l'intention de préparer un dossier pour faire classer ces vestiges archéologiques au patrimoine mondial de l'UNESCO. Enfin, un dernier coup a été porté au projet minier en novembre 2009, lorsque le tribunal de Cluj a annulé le certificat d'urbanisme obtenu par la RMGC en juillet 2007 qui l'autorisait à poursuivre la procédure d'évaluation de l'impact environnemental.

- 8 La lutte d'une partie de la population locale et des organisations non gouvernementales contre un grand projet d'exploitation minière qui pourrait donc aboutir à son abandon, a été menée au nom d'une autre forme de développement économique. En effet, au-delà des intérêts immédiats de chacune des parties, ce sont bien deux visions opposées de ce que doit être l'avenir de la région qui se sont affrontées. Ce conflit opposant une société minière à des organisations non gouvernementales soutenant la démarche d'une partie de la population locale, est assez représentative de conflits se déroulant dans de nombreux pays où, de plus en plus, les grands projets d'exploitation minière doivent faire face à une opposition résolue, décidée à préserver les potentialités de développement futur et durable contre des projets considérés comme prédateurs et dévastateurs (DESHAIES, 2007). Aussi, l'argumentation développée par les deux parties est-elle riche d'enseignements en ce qui concerne le débat sur les enjeux du développement dans les régions pauvres.

2 – des représentations contrastées de la région minière et de son avenir

A – des visions opposées de la situation démographique et économique

- 9 Les arguments contradictoires de la société minière et de l'association Alburnus maior sont présentés à travers des sites internet qui donnent des diagnostics complètement différents de la situation présente de la région et de son évolution récente. Pour mettre en valeur l'intérêt de son projet, la RMGC (<http://www.gabrielresources.com>; <http://www.truestory.ro>; <http://rmgc.ro>) souligne à la fois la pauvreté et le déclin économique et démographique de la région, ainsi que les problèmes environnementaux hérités de l'ancienne exploitation minière. On peut ainsi lire dans « *apprendre la véritable histoire* » que « *Pendant des décennies, la région de Roșia Montană a été caractérisée par le déclin économique, la dégradation de l'environnement, la détresse culturelle et l'anxiété de la communauté. Aujourd'hui, il existe un plan réaliste pour un avenir plus radieux. Gabriel a obtenu de pouvoir développer une exploitation minière qui redynamisera l'économie locale en appliquant les standards internationaux pour l'environnement et la responsabilité sociale* ». L'objet du site est ainsi de présenter « *les apports du projet de Gabriel à la communauté et l'impact positif du projet de Roșia Montană sur les citoyens de la région* ».
- 10 La société minière montre ainsi que la région de Roșia Montană est l'une des plus pauvres de Roumanie, avec un revenu par habitant qui est tout juste le tiers de la moyenne nationale, notamment en raison d'un chômage massif concernant plus de la moitié de la population active. En conséquence, les conditions de vie sont très médiocres et Roșia Montană est décrit comme « *un village dépourvu de formation éducative élevée, où les services médicaux sont faibles et où la moitié des maisons n'a pas accès à l'eau courante* ». A l'appui de ces affirmations, de nombreuses photos disponibles sur le

site montrent des maisons délabrées, voir complètement en ruines (photo 5). Le déclin économique de la région est à l'origine d'un déclin démographique qui est amorcé dès la fin du XIX^e s. et qui s'est accéléré après la chute du régime communiste. Les localités de Roșia Montană et de Corna ont ainsi perdu plus de la moitié de la population qu'elles comptaient en 1880 (tableau 1) et pour l'ensemble de la commune de Roșia Montană, les pertes démographiques entre 1992 et 2002 représentent près de 10% de la population totale (tableau 2). La population de la commune est aussi présentée comme vieillissante, avec une proportion importante de personnes âgées de plus de 65 ans et une surreprésentation de femmes, le plus souvent des veuves. Certains villages, en particulier les plus enclavés dans la montagne comme Soal, Țarina, Bunta, situés relativement loin de l'axe de la vallée du Salistea, se caractérisent par une forte proportion de personnes âgées, alors que les villages les plus jeunes comme Gura Roșiei et Daroaia sont concentrés dans la vallée et donc loin de la zone prévue pour le projet minier.

Photo 5 : maisons dégradées à Roșia Montană (<http://static.panoramio.com/photos/original/10273836.jpg>)

Tableau 1 : évolution de la population des localités de Roșia Montană et de Corna

année	Roșia Montană	Corna
1880	3 439	770
1956	2 371	341
1977	1 641	338

1992	1 556	358
2002	1 360	345

Tableau 2 : évolution et structure par âge de la population des villages de la commune de Roșia Montană de 1977 à 2002

localité	Pop 1977	Pop 1992	Pop 2002	% 0-19 ans en 2002	% 65 ans et plus en 2002
Roșia Montană	1641	1556	1360	30,1	14,3
Balmosesti	102	103	103	14,5	10,7
Blidești	72	41	33	33,3	21,2
Bunta	56	41	38	31,6	21
Cărpiniș	351	401	416	26,7	8,4
Corna	338	358	345	29,3	12,5
Coasta Hentii	164	141	113	30	11,5
Curaturi	358	245	198	28,8	12,1
Daroaia	270	402	481	41	3,3
Gârda Bârbulești	141	107	106	31	20,8
Gura Roșiei	92	106	104	49	9,6
Iacobești	81	54	56	30,4	17,9
Ignătești	108	102	98	36,7	11,2
Soal	154	119	88	29,5	26,1
Țarina	192	172	169	26	22,5
Vârtop	273	198	158	27,2	19,6
Communa Roșia Montană	4393	4146	3866	31	12,8

- 11 L'économie de la région est décrite dans les rapports de RMGC comme étant extrêmement pauvre et en déclin du fait de la fermeture des dernières mines en 2006, alors qu'elles représentaient plus de la moitié des emplois. De ce fait, le taux de chômage est de l'ordre de 70% de la population active. Une pauvre agriculture de

subsistance et l'exploitation de la forêt occupent environ 20% de la population active, alors que les services autres qu'administratifs représentent à peu près autant d'emplois. Ces services sont constitués notamment de petits commerces à très faible chiffre d'affaire. Il en résulte que les revenus de la population sont parmi les plus faibles de Roumanie, puisqu'avec une moyenne de 653 \$ par habitant en 2002, ils atteignent à peine un tiers de la moyenne nationale. Environ 8% de la population vivent avec un revenu inférieur à 2 \$ par jour, proche de la pauvreté absolue. Du fait du vieillissement de la population, les retraites contribuent aux revenus d'environ la moitié des foyers et dans la plupart des cas elles s'élèvent à environ 50 à 100 \$ par mois. Mais les retraites des veuves de mineurs, nombreuses dans la région, sont souvent plus faibles, descendant jusqu'à 25 \$ par mois. Cette pauvreté d'ensemble est mise en relation avec l'état sanitaire médiocre de la population puisque dans les deux tiers des foyers, au moins une personne a dû faire l'objet d'un suivi médical pour des affections relativement graves au cours des dernières années. Cette situation sanitaire serait à mettre en relation avec les mauvaises conditions de travail dans les mines et les activités industrielles aux techniques périmées, à une alimentation déséquilibrée et à un alcoolisme excessif.

- 12 Les enquêtes que la RMGC a fait mener auprès de la population locale en 2002 et en 2004 tendent à montrer que ce sont surtout des femmes âgées qui ont une perception négative du projet minier pour le patrimoine historique et les paysages, alors que les jeunes, les personnes actives et les Roms lui seraient favorables, car ils y verraient l'opportunité d'occuper des emplois bien payés. L'argumentation de la RMGC consiste donc à montrer que son projet minier est une opportunité unique de développement économique pour une région très pauvre, en déclin démographique et que la contestation est surtout le fait de personnes âgées, sans préoccupation d'activité économique. La population locale est effectivement partagée en deux groupes. Si une grande partie de la population espère que ce projet apportera le développement économique à une région enclavée très pauvre et a accepté de vendre ses propriétés à la société minière, une autre partie se refuse à devoir abandonner le village natal.
- 13 Ce tableau noir de la situation démographique et économique à Roșia Montană est contesté par l'association Alburnus Maior qui s'est efforcée de montrer que les évolutions observées dans la région ne sont pas aussi négatives que ce que les rapports de RMGC tendent à montrer. Le rapport sur l'impact environnemental du projet de la RMGC (Report on the Environmental Impact Assessment Study) en particulier a fait l'objet d'une réponse critique rédigée par Sorana Olaru Zăinescu, une journaliste militante ayant suivi un cursus de science de l'environnement à la faculté de géographie de Cluj. Sans nier l'évolution démographique négative et le vieillissement de la population, elle fait remarquer que celle-ci n'est en fait pas plus importante que la moyenne de la population roumaine qui a perdu 1,1 million d'habitants entre 1992 et 2002, soit une diminution de 5%, à peine inférieure à celle de Roșia Montană. De plus, la proportion de femmes âgées, présentées par RMGC comme la catégorie la plus hostile au projet minier, n'est pas non plus particulièrement importante. Enfin, la proportion de personnes sans activité professionnelle, de l'ordre de 61% à Roșia Montană, n'est pas non plus bien supérieure à la moyenne de la population roumaine (59% en 2002). En ce qui concerne les conditions de vie à Roșia Montană, décrites par RMGC comme particulièrement médiocres, Sorana Olaru Zăinescu considère que le faible niveau d'équipement des maisons est en fait comparable, voire même un peu supérieur à ce

qu'il est en moyenne dans les régions rurales de Roumanie. Plus globalement, elle s'efforce de montrer que, contrairement aux assertions de RMGC, il existe une alternative au projet minier et que l'agriculture, l'exploitation de la forêt et le tourisme constituent des secteurs économiques d'avenir dont le développement est en fait dans l'immédiat entravé par les menaces environnementales que fait peser l'ouverture de la mine d'or.

B – un état de l'environnement déjà très dégradé ?

- 14 La question environnementale occupe en effet une place centrale dans la mobilisation nationale et plus encore internationale contre le projet minier de RMGC. En effet, les risques de pollution des nappes phréatiques et des cours d'eau par des décharges accidentelles de cyanure, consécutives à l'affaissement du bassin de décantation prévu, sont le plus souvent avancés par les opposants au projet minier, notamment par le gouvernement hongrois qui craint la répétition d'une catastrophe similaire à celle de Baia Mare en 2000.
- 15 La réponse de RMGC est, qu'en raison de l'ancienneté et de l'importance de l'exploitation minière qui a laissé en héritage des dizaines de kilomètres de galeries et plusieurs bassins de décantation, la pollution des eaux par les métaux lourds, attestée par la couleur rougeâtre des rivières (Roşia Montană signifie la montagne rouge), est déjà très importante, avec localement des eaux acides dont le pH peut atteindre 2,5. La mine de cuivre voisine de Rosia Poieni est d'ailleurs aussi à l'origine d'une pollution des eaux du bassin de l'Ariès. Mais, dans ce cas de figure, il faut souligner l'influence des pratiques en relation avec les évolutions économiques. Une analyse des eaux s'écoulant en aval du bassin de décantation recevant les eaux issues du lessivage des déblais miniers et les pulpes de l'usine de flottation a montré que, jusqu'au début des années 90, les eaux étaient peu chargées en métaux et le pH pratiquement neutre (Coste 2003). A partir de 1993, les rejets en métaux se sont accrus considérablement avec une acidité croissante des eaux s'abaissant à 2,6 en 1997, car l'usine de flottation a commencé à rejeter des pyrites qui étaient auparavant vendues pour la fabrication d'acide sulfurique (tableau 3 et photo 6). La disparition de ce débouché en raison des problèmes économiques a donc eu pour conséquence un accroissement très sensible de la pollution ; ce qui montre le lien existant entre évolution économique et qualité de l'environnement.

Tableau 3 : variations des caractéristiques des rejets de la mine de cuivre de Rosia Poieni entre 1986 et 1997 pour un flux moyen de 200 l/s (Coste, 2003)

année	pH	Cu en mg/l	Fe en mg/l
1986	6,9	0,01	1,8
1987	6,5	0,23	3,1
1988	6,5	0,20	0,5
1989	7,3	0,01	0,6

1990	7,5	0,10	0,5
1991	6,3	0,10	2,7
1992	5,5	1,10	0,8
1993	3,6	5,56	6,5
1994	3,4	7,72	11
1995	4,0	7,43	7,1
1996	3,5	10	34
1997	2,6	13	111
Norme rejet	6,5 à 8	0,20	0,50

Photo 6 : le bassin de décantation de la mine de cuivre de Rosia Poieni (<http://static.panoramio.com/photos/original/5021673.jpg>)

- 16 En conséquence, RMGC affirme que le développement du projet minier sera l'occasion de repérer les causes de la pollution des eaux et de mettre en place des procédés visant à isoler les causes de pollution, à traiter et à réhabiliter les anciens bassins de décantation, les déblais et les sols contaminés par les métaux lourds, comme le cadmium et le zinc, dont les taux sont localement des dizaines de fois supérieurs aux normes roumaines. RMGC a estimé les coûts de dépollution des héritages de plusieurs siècles d'exploitation minière à environ 35 millions d'euros ; ce qui selon elle dépasse

de loin les capacités financières que pourrait y consacrer l'Etat roumain, alors que dans l'hypothèse où la nouvelle mine entrerait en activité, RMGC aurait sans problème les moyens d'assurer l'assainissement de l'environnement. Ainsi, pour la première fois depuis 2000 ans, la pollution récurrente des eaux de la région pourrait être solutionnée.

- 17 De plus, RMGC assure que l'exploitation elle-même sera menée suivant les normes environnementales les plus élevées et que tout sera fait pour réduire le plus possible les impacts. C'est ainsi que les quatre découvertes prévues dans l'ensemble du projet ne seront pas mises en exploitation en même temps. Durant les neuf premières années ce seront tout d'abord les deux découvertes de la partie sud (Cetate et Cirnic Pit, voir fig. 2) qui seront creusées. Puis, pendant les sept années suivantes on exploitera les deux découvertes de la partie nord (Orlea et Jig Pit), tandis que les excavations fermées pourront alors être réhabilitées pendant la poursuite du projet minier. Enfin, durant les six années qui suivront la fin de l'exploitation, RMGC s'engage à assurer la réhabilitation complète des sites.
- 18 Le point de vue de l'association Alburnus Maior présenté dans le rapport rédigé par Sorana Olaru Zăinescu est évidemment sensiblement différent. Elle reconnaît qu'il existe effectivement une forte pollution des eaux, mais que celle-ci est limitée aux terrains industriels qui ne représentent qu'une toute petite partie de la commune de Roșia Montană, soit 95 ha sur 4200. Si la dégradation du paysage est marquée dans la zone minière, le reste du paysage montagnard présente par contre une réelle qualité et une importante biodiversité. De plus, en fermant les mines en 2006, l'Etat roumain s'est engagé à prendre en charge la réhabilitation des anciennes zones minières. En conclusion, Sorana Olaru Zăinescu considère qu'il est inexact de présenter Roșia Montană comme une commune polluée et que la pollution existante dans une petite partie du territoire ne justifie pas le développement d'un projet minier sur une surface qui serait quarante fois plus importante. C'est aussi par là-même condamner le développement d'activités alternatives aux mines.

C – développement économique ou développement durable ?

- 19 La question centrale qui se pose est en effet celle de l'avenir de la région que la RMGC et les opposants au projet minier voient de façon très différente. La controverse a été récemment illustrée par deux films documentaires réalisés pour défendre les deux visions contradictoires. La société minière fait valoir en premier lieu que son projet vient à point pour prendre le relais des activités fermées en 2006, puisque dans sa phase de construction elle va employer 1200 personnes et durant la phase d'exploitation elle créera environ 650 emplois directs auxquels il faut ajouter beaucoup plus d'emplois indirects (<http://www.primariarosiamontana.ro/userfiles/StrategicEN.pdf>).
- 20 De plus, RMGC a mis en place un plan de relogement des habitants déplacés qu'elle présente comme exemplaire et permettant une très nette amélioration des conditions de logement des bénéficiaires. La société minière a jusqu'à présent acquis 794 propriétés dont 143 étaient des maisons vides. La majeure partie des familles qui ont cédé leur logement (498) ont choisi d'utiliser l'argent versé par RMGC pour aller s'installer ailleurs. Les autres familles ont opté pour un relogement dans deux nouveaux quartiers en cours de construction ou projeté par RMGC. Pour la plupart d'entre elles (125) il s'agit d'un quartier de nouvelles maisons modernes à Alba Iulia, la ville la plus proche située à environ une heure de route. Ce quartier a été terminé au

cours de l'été 2009. Par contre, pour le moment, seules 28 familles ont choisi de rester à Roșia Montană, dans un nouveau village, Pietra Alba, qui doit être construit à quelques kilomètres de l'ancien village et pour lesquels les élus de la commune avaient pourtant exprimé leur préférence comme option pour le relogement. Ce nouveau village, dont les travaux n'ont toutefois pas commencé en raison des difficultés juridiques du projet, devrait théoriquement être assez vaste pour accueillir l'ensemble des familles (environ une centaine) qui ont refusé de vendre leur logement et luttent contre la société minière. Pourtant, bien que RMGC présente Pietra Alba comme devant être un village modèle, à l'architecture traditionnelle, mais doté de tout le confort moderne, avec des services comme un centre médical et des commerces et un accès internet Wifi, il semble ne pas rencontrer la faveur de beaucoup d'habitants. L'une des difficultés vient peut-être du choix du site, sur un versant de vallée et donc en rupture avec la localisation des villages anciens situés plutôt en fond de vallée. En effet, dans cette région, les versants de vallée sont considérés comme présentant peu d'intérêt pour l'exploitation de jardins et sont traditionnellement utilisés pour le pacage (RICHARDS, 2005).

- 21 Malgré ces difficultés, la RMGC considère que son projet est une opportunité unique pour la région de sortir de la pauvreté et du sous-emploi qui la caractérise et elle présente les opposants à son projet comme les instruments d'organisations non gouvernementales internationales cherchant surtout à alimenter leur fond de commerce. Cette thèse a récemment été illustrée dans le film documentaire « Mine Your Own Business » financé en partie par Gabriel Resources Ltd. A partir de différents exemples comme Roșia Montană, ou le projet minier de la Barrick à Pascua Line au Chili, le réalisateur Phelim Mac Aleer montre comment les activistes des ONG environnementalistes manipulent les communautés d'habitants de pays pauvres en s'opposant systématiquement à des projets pouvant créer de l'emploi et de la richesse. A travers les portraits de quelques-uns de ces activistes, l'objet du film est de montrer que ceux-ci sont totalement indifférents à la pauvreté des communautés, que leurs actions privent de toute chance de développement.
- 22 De leur côté, l'association Alburnus maior et les ONG qui soutiennent son action cherchent à montrer que, non seulement le projet minier de la RMGC présente des risques environnementaux non maîtrisables et inacceptables, mais que surtout il est un obstacle au développement durable, puisque la mine aura une activité courte et des impacts durables qui empêcheront le développement d'activités alternatives comme le tourisme. Ce point de vue a été illustré par un documentaire de Tibor Kocsis intitulé « Gold Futures », qui montre la beauté naturelle et la richesse culturelle de la région qui pourrait servir à développer le tourisme. En mettant en valeur l'attrait des paysages de la montagne et surtout le patrimoine historique unique que représentent les nombreux vestiges de l'exploitation minière depuis l'époque romaine, il est possible selon les ONG soutenues par l'Académie des sciences roumaines, de développer un tourisme archéologique. Aussi, l'un de leurs objectifs est-il d'obtenir un classement des vestiges archéologiques au patrimoine mondial de l'UNESCO ; ce qui empêcherait l'ouverture d'une partie des mines à ciel ouvert prévues et permettrait d'attirer des fonds européens pour la poursuite des investigations archéologiques et la mise en valeur touristique de ces sites.
- 23 Sur ce terrain toutefois, la société RMGC qui a compris l'enjeu pour l'acceptation de son projet, a décidé de soutenir financièrement plusieurs programmes de recherche archéologique et historique sur Roșia Montană et a commencé à restaurer plusieurs

maisons et églises comprises dans un périmètre qui sera sauvegardé de l'exploitation minière. Elle s'est aussi engagée à financer la création d'un musée de la mine et du patrimoine. Au total, elle fait valoir près de 10 millions \$ d'investissement dans le domaine de la recherche archéologique et historique et de la restauration du patrimoine et c'est notamment l'importance et la qualité de cet engagement qui a été remarqué et a valu à la RMGC le soutien de la commission parlementaire du conseil de l'Europe lors de sa visite sur site en juillet 2004. Si le projet minier peut aboutir, RMGC annonce des investissements supplémentaires de 35 millions \$ durant la période d'activité de la mine, soit beaucoup plus que ce que pourrait accorder le gouvernement roumain.

- 24 En fait, suite à l'audience internationale de la contestation et aux revers juridiques qu'elle a subis, la RMGC a fait évoluer sa stratégie et sa communication en s'efforçant de montrer qu'elle est une entreprise exemplaire et peut aussi soutenir des projets de développement durable. C'est ainsi que depuis 2005, elle soutient financièrement des projets d'aide au développement local de la communauté de Roșia Montană. Il s'agit en l'occurrence de programmes d'aide à l'éducation et à la formation de la jeunesse comme celui du CERT (Youth Resource Center) et du RMEP (Rosia Montana Environmental Partnership), d'aide à la création d'entreprises par le micro-crédit, ou encore du Good Neighbour Program qui vise à venir en aide aux populations les plus défavorisées (<http://www.primariarosiamontana.ro/userfiles/StrategicEN.pdf>). Tous ces programmes ont la particularité d'être pilotés par des ONG partenaires de RMGC. Par ailleurs, la société minière s'est aussi de plus en plus engagée dans la vie de la communauté en sponsorisant un certain nombre de manifestations culturelles comme la célébration de la « journée des mineurs », ou encore « la journée d'Alba Iulia ». La société minière vise ainsi à s'imposer comme un acteur incontournable et indispensable à la vie locale, sans lequel aucun projet de développement ne pourra se faire.
- 25 Face à cette offensive tous azimuts de RMGC, force est de constater que les projets alternatifs proposés par les opposants à la mine paraissent bien limités. Ceux-ci misent sur les potentialités de développement du tourisme ; mais il existe une controverse concernant notamment les coûts de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine, la fréquentation actuelle et les possibilités d'augmenter le nombre de touristes, en particulier étrangers. Le rapport sur l'impact environnemental de RMGC tend à mettre en évidence que le tourisme joue un rôle insignifiant dans cette région peu accessible, sans infrastructures d'accueil de qualité suffisante et surtout d'accès difficile en raison du délabrement du réseau routier. L'association Alburnus Maior et le rapport de Sorana Olaru Zăinescu considèrent au contraire que l'importance du tourisme est sous-estimée. Ils s'appuient notamment sur les données de l'Institute for Research and Development in Tourism selon lesquelles, en 2004, environ 10 000 touristes auraient passé un total de 20 000 nuitées dans la région de Zlatna-Bucium-Roșia Montană – Abrud – Câmpeni – Baia de Arieș. S'il s'agit pour la très grande majorité de Roumains, le nombre de touristes étrangers n'est toutefois pas négligeable puisqu'en 2004 ils étaient environ 1500. A cela, il faut ajouter que, selon l'association Alburnus Maior, ces statistiques ne prennent pas en compte les touristes séjournant dans des infrastructures autres que le système des hôtels. En conséquence, elle estime à environ 15 000 par an le nombre de touristes dans la région.
- 26 Enfin, l'association a mis en place un certain nombre d'initiatives pour développer le tourisme et montrer qu'il y a un potentiel important pouvant servir de support à des

activités alternatives au projet minier. Un outil de promotion du tourisme culturel a été créé en 2005. Il s'agit du balisage de sentiers de découvertes du patrimoine historique et minier présentés notamment à travers un site internet (<http://www.drumulaurului.ro>) et des brochures d'information sur le « Golden way ». Cette initiative est relayée par la ville voisine de Buciuc Poieni, à travers un site internet de promotion du tourisme dans la région (<http://buciumanii.ro>). Parallèlement, un festival de musique de trois jours, le FânFest, est organisé depuis 2004, à la fin du mois d'août, sur le plateau de Văidoaia, au-dessus de Roșia Montană.

Conclusion

- 27 Au moment où la conclusion de cet article est rédigée, rien n'est encore définitivement tranché dans la lutte qui oppose la société minière RMGC à l'association Alburnus Major et aux ONG écologistes. Si ces dernières ont récemment marqué des points en obtenant devant les tribunaux, la remise en cause d'autorisations nécessaires au développement de l'exploitation minière, la RMGC peut encore obtenir gain de cause ; son meilleur allié étant probablement le temps qui passe et l'érosion démographique inexorable d'une population pour laquelle les perspectives économiques alternatives à l'exploitation minière paraissent pour le moins réduites. De plus, l'envolée du prix de l'or sur les marchés mondiaux ne fait que rendre de plus en plus attractive la perspective d'exploiter le dernier gisement important d'or sur le continent européen. En retardant le projet de plusieurs années, il s'avèrera peut-être même que les ONG écologistes auront involontairement fait gagner de l'argent à RMGC, puisque le prix de l'or a augmenté de 50% par rapport à la date initialement prévue d'ouverture de la mine (2007). Cela illustre en tout cas toute l'ambiguïté de la question du développement durable dans une région très pauvre. Si développer une grande exploitation minière paraît difficilement compatible avec les objectifs du développement durable, il n'en reste pas moins que l'absence de projet économique suffisant pour faire vivre la population sur place ne peut non plus être considéré comme du développement et à plus forte raison durable.

BIBLIOGRAPHIE

- Coste B. (2003) - « Impacts de la filière cuivre sur les eaux », *Après-mines*, 5-7 février 2003, Nancy.
- Deshaies M. (2007) - *Les territoires miniers, exploitation et reconquête*, Paris, Ellipses, 224 p.
- Haiduc I. (2003) - « The Roșia Montană mining project – between risks and benefits », *Academica*, 13-14, avril-mai, p. 77-80.
- Lukacs C. (2003) - « Un projet titanesque dans les Carpates; Rosia Montana et ses tonnes d'or », *Courrier international*, 23 janvier 2003, URL : <http://www.courrierinternational.com/article/2003/01/23/rosia-montana-et-ses-tonnes-d-or>

Milu V., Leroy J. L., Peiffert C., 2002, « Water contamination downstream from a copper mine in the Apuseni Mountains, Romania », *Environmental Geology*, 42, p. 773-782.

O'Hara E. (2004) - Rapport pour l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, URL : <http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/WorkingDocs/Doc04/FDOC10384.htm>

Richards J. (2005) - « Rosia Montana : a case study in sensitive mining development in Romania », *Mining Environmental Management*, p. 5-13.

Sites internet consultés :

<http://www.rosiamontana.org>, consulté le 27 novembre 2009

<http://www.mineralpolicy.org>, consulté le 27 novembre 2009

<http://www.gabrielresources.com>, consulté le 27 novembre 2009

<http://www.truestory.ro>, consulté le 27 novembre 2009

<http://rmgc.ro>, consulté le 27 novembre 2009

<http://www.drumulaurului.ro>, consulté le 27 novembre 2009

<http://buciumanii.ro>, consulté le 28 novembre 2009

<http://www.primariarosiamontana.ro/userfiles/StrategicEN.pdf>, consulté le 4 décembre 2009

RÉSUMÉS

Exploité depuis l'Antiquité, l'or de Transylvanie constitue l'une des richesses minières les plus importantes de Roumanie. La région de Roșia Montană a été l'un des centres majeurs d'extraction de l'or, mais l'épuisement des filons accessibles a entraîné un long déclin qui fait de cette région l'une des plus pauvres de Roumanie. Depuis la fin du régime communiste, un nouveau projet minier dirigé par une société canadienne a été proposé. Mais ce projet de grande ampleur qui prévoit le creusement de grandes exploitations à ciel ouvert et l'utilisation de traitements du minerai au cyanure se heurte à une opposition résolue d'une partie de la population locale, soutenue par de nombreuses organisations non gouvernementales. Face au projet minier que la société canadienne présente comme la seule opportunité de développement économique d'une région très pauvre, les opposants défendent l'option d'une autre forme de développement durable, reposant sur l'exploitation des ressources touristiques de la région.

Exploited since Antiquity, the gold of Transylvania is one of the most important mineral riches of Romania. The region of Roșia Montană was one of the most important centers for the extraction of gold, but depletion of accessible ores has led to a long decline making this region one of the poorest in Romania. Since the end of the communist government a new mining project driven by a Canadian society has been proposed. However, this great project which involves the digging of large pits and mineral treatment by cyanide leaching is strenuously opposed by part of the local population and environmental NGOs. In opposition to the Canadian society's mining project presented as the sole opportunity for the economic development of a very poor region, the opponents support the option of another form of sustainable development dependent on the exploitation of touristic resources.

Abgebaut seit dem Altertum ist das Gold von Siebenbürgen eine der wichtigsten Güter in Rumänien. Die Gegend um Roșia Montană war eine der wichtigsten Ababugebiete für Gold, aber

die Erschöpfung der zugänglichen Erze führte zu einem allmählichen Niedergang, so dass diese Gegend eine der ärmsten in Rumänien geworden ist. Seit dem Ende der kommunistischen Regierungszeit wurde ein grosses Bergbauprojekt von einer kanadischen GmbH unterbreitet. Aber dieses Projekt grosser Reichweite, in dem mehrere grosse Tagebaue und "heap leaching" durch Zyanide vorgesehen ist, wird von einem Teil der Einwohner mit der Hilfe Umweltschutz NGOs gekämpft. Im Gegensatz zu der Vorstellung der kanadischen GmbH, die dieses Projekt als eine Opportunität zur wirtschaftlichen Entwicklung der sehr armen Gegend vorlegt, verteidigen die Gegner die Möglichkeit einer anderen Form nachhaltiger Entwicklung durch das Tourismus.

INDEX

Mots-clés : or, mine, projet minier, conflit environnemental, développement durable

Schlüsselwörter : Gold, Bergbau, Bergbauprojekt, Umweltkonflikt, nachhaltige Entwicklung

Keywords : gold, mine, mining project, environmental conflict, sustainable development

AUTEUR

MICHEL DESHAIES

Université de Nancy 2. 23, boulevard Albert 1^{er} - 54 015 Nancy cedex. Courriel :

Michel.Deshaies@univ-nancy2.fr